

NON AU DIAGNOSTIC PARTAGÉ

C'est quoi le diagnostic partagé ?

Ce nouvel outil, mis en place au début de l'été 2025 après une phase d'expérimentation, est censé aider le travail des Conseillers en Insertion Sociale et Professionnelle (CISP) dans l'accompagnement des jeunes. Pourtant, aucun fondement théorique ni juridique ne le définit.

Cet outil soulève plusieurs points négatifs, voire problématiques.

- ✓ **Pression** sur les jeunes.
- ✓ **Réduction du temps** de l'entretien.
- ✓ Augmentation de la **productivité**.
- ✓ Non-respect de la **déontologie** du réseau.
- ✓ Questions intrusives portant **atteinte à la vie privée**.
- ✓ **Non-respect** de la protection des données.

Pour FO, le diagnostic partagé est un nouveau signe d'absorption des Missions locales par France Travail, en attendant le système informatique (SI) commun, qui n'est pas opérationnel.

Partager un outil, c'est donner la main, c'est risquer de ne plus être utile et finalement de disparaître.

Pourquoi FO dit NON ?

- ✓ **Le calendrier** de mise en œuvre : lancé au début de l'été, au moment du départ en congés d'une partie des salariés.
- ✓ **L'impréparation** : obligation de saisir le diagnostic partagé au fur et à mesure de l'accompagnement des jeunes, sans prendre le temps de former les salariés.
- ✓ **La surcharge de travail : saisie supplémentaire** qui s'ajoute au questionnaire RPE (Réseau pour l'emploi), à la création des dossiers sur *IMilo*, aux doublons récurrents (santé, logement). Pour se connecter, il faut passer par la plateforme *Mon portail pro*, s'authentifier avec *Authenticator* puis rechercher de nouveau le nom du jeune. Une fois le diagnostic complété, il faut le télécharger en PDF et l'ajouter aux documents téléchargés sur *IMilo*. Comment faire tout cela en 40 mn d'entretien ?
- ✓ **La course aux justificatifs des jeunes** : pour l'inscription sur *IMilo* et le positionnement en PACEA (Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie) et en CEJ (Contrat d'engagement jeune).
- ✓ **La gesticulation et l'agitation permanentes des directions et de l'UNML** (Union nationale des missions locales) pour « être dans les clous » avec le RPE, **leurs discours lénifiants affirmant « que tout va bien »** alors que les salariés sont en surchauffe.
- ✓ **La politique du contrôle intrusif des demandeurs d'emploi.**

FO demande :

- ✓ **L'abandon du diagnostic partagé,**
- ✓ **Le recentrage des missions des CISP : Sur ce qu'ils savent faire le mieux, leur cœur de métier : accueillir, écouter, orienter, accompagner les jeunes, autrement dit, l'ADN des missions locales.**